

## **Qu'est ce que la taxe d'apprentissage ?**

---

La Taxe d'apprentissage est un impôt qui a pour objet le financement des dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technologique et professionnel dont l'apprentissage.

Elle est due par les entreprises, groupements ou associations qui exercent une activité revêtant, du point de vue fiscal, un caractère industriel ou commercial.

Sont en revanche affranchies du paiement de la Taxe d'apprentissage, les entreprises ayant pour but exclusif la formation première, ainsi que celles occupant un ou plusieurs apprentis lorsque leur masse salariale (MS) brute n'excède pas six fois le SMIC annuel (87 688 euros pour la MS 2005).

La Taxe d'apprentissage est égale à 0,5 % de la masse salariale (soit : taxe d'apprentissage = MS x 0,5 %).

Elle se répartit en deux quotités : le Quota d'apprentissage et le Barème.

La loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 a augmenté les montants de la taxe d'apprentissage des entreprises en supprimant des déductions comme notamment les Frais de CCI.

Le décret du 28 octobre 2005 pris en application de cette loi fixe désormais une nouvelle répartition entre le Quota et le Barème pour la collecte 2006.

- Le Quota est fixé à 52 % de la taxe d'apprentissage
- Le Barème est fixé à 48% de la taxe d'apprentissage

### **Le versement de la Taxe d'apprentissage**

Le versement de la Taxe d'apprentissage doit être effectué avant le 1er mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la Taxe est due.

### **La Contribution au Développement de l'Apprentissage (CDA)**

Les entreprises redevables de la Taxe d'apprentissage doivent s'acquitter d'une nouvelle contribution au développement de l'apprentissage égale à 0,12 % de la masse salariale 2005.

Cette contribution doit être versée par l'intermédiaire d'un OCTA, en même temps que la Taxe d'apprentissage, qui la reversera ensuite au Trésor Public.

### **L'intermédiation obligatoire d'un OCTA**

Pour la collecte 2007, la loi du 18 janvier 2005 impose à toutes les entreprises de verser leur taxe d'apprentissage par l'intermédiaire d'un OCTA pour :

- le quota à affecter aux CFA (30 % de la taxe d'apprentissage)
- le FNDMA (22% de la taxe d'apprentissage)
- le Barème (48% de la taxe d'apprentissage)
- la CDA (0,18 % de la MS 2006) (loi de finances 2005).

### **La répartition de la Taxe d'apprentissage**

#### **Le Quota d'apprentissage**

Le Quota d'apprentissage est destiné à financer les Centres de Formation d'Apprentis (CFA), les écoles d'entreprises et les centres de formation professionnelle relevant du secteur des banques et des assurances.

La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 a modifié le financement de l'apprentissage et, notamment, l'obligation des entreprises vis-à-vis des CFA formant leurs apprentis. Cette règle s'est appliquée pour la première fois lors de la collecte 2005 (MS 2004) et les entreprises ont eu l'obligation, dans la limite de leur Quota disponible, de verser les coûts réels de formation de leurs apprentis aux CFA d'accueil. Toutefois, la mise en œuvre du coût réel de formation s'étant révélée complexe, cette règle a fait l'objet d'un aménagement par la loi du 26 juillet 2005 relative aux services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale. La loi du 26 juillet 2005 lui substitue un dispositif financier forfaitaire de 1500 euros (arrêté du 28 novembre 2005) à titre dérogatoire et temporaire jusqu'au 1er janvier 2008.

1) Pour la collecte 2006 (MS 2005), le Quota d'apprentissage affecté par l'entreprise correspond à 30 % de la taxe d'apprentissage :

- les entreprises qui ont accueilli un apprenti au cours de l'année de salaires concernée et toujours présent au 31/12/2005 doivent verser, obligatoirement au CFA chargé de la formation du jeune, un concours financier de 1500 euros dans la limite du Quota disponible. En cas de pluralité d'apprentis ou d'un Quota disponible inférieur au concours financier, ce dernier est proratisé en fonction du nombre d'apprentis ou réduit au Quota disponible.

- les entreprises qui n'emploient pas d'apprenti affectent cette somme aux CFA de leur choix.

2) Le FNDMA correspond à 22 % de la TAXE D'APPRENTISSAGE :

Créé par la loi du 18 janvier 2005, collecté et reversé par les Organismes Collecteurs de Taxe d'Apprentissage (OCTA) au Trésor public, le Fonds National de Modernisation et de Développement, de l'Apprentissage (FNDMA) est destiné aux Fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue.

Le décret du 28 octobre 2005 porte ce fonds à 22 % de la taxe d'apprentissage (en remplacement des « 10 % », ex : FNPTA, + Frais de CCI) et maintient sa répartition en deux sections :

- 10 % de la taxe d'apprentissage pour la péréquation nationale (ex : FNPTA)
- 12 % de la taxe d'apprentissage destinés au financement des nouveaux contrats d'objectifs de moyens pour le développement de l'apprentissage.

## **Le Barème**

Le Barème est affecté par les entreprises aux écoles assurant des premières formations technologiques et professionnelles dont l'apprentissage.

Le Barème est destiné à subventionner les établissements d'enseignement au titre des niveaux de formation suivants : A / B / C (en remplacement des habilitations OQ, CM, CS).

Le décret du 28 octobre 2005, en effet, supprime la référence aux catégories socioprofessionnelles (OQ, CM, CS) et crée trois niveaux de formation en lien avec les référentiels de l'Education Nationale :

- A (niveaux V et IV) : Cap, Bep, Bac Pro...
- B (niveaux III et II) : Bac +2 à Bac +5 : Deust, BTS, IUT, Licence pro...
- C (niveau I) : écoles supérieures de gestion, écoles d'ingénieurs, UFR préparant au DESS...

Par ailleurs, la loi du 18 janvier 2005 instaure, pour la collecte 2006 (MS 2005), une répartition unique du Barème pour l'ensemble des entreprises, selon les niveaux de formation assurés par les écoles :

- A = 40 %
- B = 40 %
- C = 20%

Le Barème à répartir représente 48% de la taxe d'apprentissage.

### **=> UNE SEULE DEDUCTION AU TITRE DU BAREME**

Désormais, les entreprises peuvent déduire du montant de la Taxe d'apprentissage, sur la part de Barème, uniquement les dépenses liées à l'accueil de stagiaires de la formation initiale. Le montant de la déduction est fixé forfaitairement par journée de présence du stagiaire à 18 € pour les formations de niveau A, à 29 € pour B, et à 38 € pour C. La déduction totale ne peut, toutefois, excéder 4 % du montant de la taxe d'apprentissage.

Attention, la loi de programmation pour la cohésion sociale a supprimé les déductions suivantes :

- les salaires et charges sociales des salariés participant à des conseils, comités et jurys d'examens,
- les dépenses exposées pour la formation pédagogique des maîtres d'apprentissage,
- les frais de CCI.

## **Comment payer et déclarer son impôt ?**

### **1. Le paiement de la taxe d'apprentissage et de la Contribution au Développement de l'Apprentissage (CDA) :**

L'entreprise doit effectuer ses versements par l'intermédiaire d'un Organisme Collecteur de Taxe d'Apprentissage (OCTA).

### **2. Les documents fiscaux :**

Les entreprises assujetties à la Taxe d'apprentissage doivent adresser les documents libératoires au plus tard le 31 mai, à la Recette des Impôts du siège de l'entreprise (celle du lieu où l'entreprise souscrit sa déclaration annuelle de résultats et dépose ses déclarations de chiffre d'affaires ou, à défaut, celle du lieu du principal établissement).

*A noter : joindre les copies des conventions de stages pour permettre à l'OCTA de contrôler les déductions à effectuer.*

réf. : Site CCIP 75 du 07/11/2006